

# TRAVAIL ET DROIT



Supplément au  
Mouvement Syndical Belge  
du 20 juin 1938.

## La législation en faveur des mutilés et des estropiés De la bienfaisance publique à l'assurance sociale

A Paul Pastur, initiateur de l'œuvre des  
estropiés dans la province de Hainaut.

### Rééducation.

**N**OUS avons dans notre dernier article (*Travail et Droit*, octobre 1937) souligné tout l'intérêt que présentait une disposition nouvelle de la législation en faveur des estropiés. Il s'agit de l'article 10 de la loi du 10 juin 1937, en vertu duquel la Commission des Allocations aux Estropiés et Mutilés peut décider de remplacer les allocations par l'octroi soit d'une somme destinée à l'acquisition d'appareils de prothèse ou de locomotion, soit d'un petit capital n'excédant pas le montant de trois années d'allocations (somme maximum :  $3 \times 2,280$  francs), capital qui doit permettre l'acquisition d'un outillage nécessaire à l'exercice d'une profession qu'exercerait désormais l'estropié.

Examinons les résultats acquis à ce jour par l'application pratique de cette intéressante mesure de rééducation professionnelle. Nous en tirerons des conclusions plus développées dans une étude à paraître prochainement.

\*\*\*

#### A. Octroi d'un capital :

Nombre de demandes introduites auprès du service à la date du 15 juin 1938	93
Nombre de demandes retenues et à présenter à l'avis de la Commission des Allocations	46

Nombre de décisions déjà soumises à la Commission, à ce jour . . . . . 27

#### Résultats :

a) Favorables . . . . .	4
b) Rejetées . . . . .	23

On sera sans doute étonné du chiffre peu élevé des avis favorables de la Commission des Allocations en regard du nombre de demandes introduites par ceux qui croient pouvoir bénéficier du petit capital alloué par la loi.

Cette réduction a pour raisons les causes suivantes :

a) Les enquêtes effectuées par les contrôleurs révèlent que les bénéficiaires ne sont plus en état de besoin, ce qui a pour effet de leur retirer les avantages du Fonds;

b) Les intéressés, avisés de ce qu'ils doivent renoncer à l'allocation reçue mensuellement ou trimestriellement, ou mis en garde par les conseils des contrôleurs du service sur les aléas et les risques de la profession qu'ils avaient eu l'intention d'exercer, préfèrent se désister;

c) La Commission, sur avis des contrôleurs, et malgré le désir des intéressés, estime ne pas pouvoir donner d'avis favorable. Les chan-



ces de gain de l'intéressé dans le métier choisi lui paraissent par trop aléatoires;

d) Les enquêtes des contrôleurs ne sont pas encore terminées et la Commission n'a pu encore se prononcer sur celles-ci.

#### B. Appareils de prothèse :

Nombre de demandes introduites auprès du service à la date du 15 juin 1938	45
Nombre de demandes retenues et à présenter à l'avis de la Commission	12
Nombre de décisions favorables pour l'octroi d'un appareil de prothèse	6

Ces quelques chiffres montrent l'utilité de

la tâche (encore trop modeste à ce jour) du service des estropiés. Il est évident, en effet, que si le Gouvernement veut s'attacher réellement à l'amélioration individuelle et sociale de la population physiquement déficiente de notre pays, il sera nécessaire d'amplifier l'action, tant des services administratifs centraux (qu'il avait été question de réunir, à juste titre, aux services de la Santé publique), que de ceux dus à l'initiative provinciale et communale, d'une part, privée, d'autre part.

Il y a là pour nos mandataires publics, nos syndicats et nos mutualités, un très large et très beau champ d'action.

G.

## Jurisprudence

### LÉGISLATION SOCIALE

#### Tribunal correctionnel de Courtrai

11 janvier 1938.

Min. pub. c/ D. M.

**Législation sociale. — Congé payé. — Arrêté royal du 28 août 1937. — Légalité.**

*L'arrêté royal du 28 août 1937, qui étend l'application de la loi du 8 juillet 1936 relative aux congés payés aux entreprises occupant au travail moins de cinq ouvriers, n'est pas contraire à l'article 1<sup>er</sup> de cette loi et, par conséquent, a été pris légalement.*

Vu les articles 40, 85 du Code pénal; 2, 20 de la loi du 14 juin 1921; 2 de l'arrêté royal du 25 janvier 1937; 2 de l'arrêté royal du 28 août 1936; 10 de la loi du 27 décembre 1928; 2, 12 et 14 de la loi du 15 juin 1935; 191, 194 du Code de procédure pénale, indiqués à l'audience par M. le Président;

Attendu qu'il est prouvé par l'instruction de la cause et la délibération à l'audience, que la prévention A n'est pas suffisamment prouvée;

Quant à la prévention B :

Attendu qu'il est suffisamment prouvé par les déclarations des ouvriers du prévenu au contrôleur du travail et par l'aveu du prévenu fait au garde champêtre M..., que vers le 1<sup>er</sup> septembre 1937, le prévenu a fait ou laissé travailler trois ouvriers, et non pas cinq, pendant plus de 8 heures par jour ou 48 heures par semaine;

Admettant des circonstances atténuantes en faveur du prévenu par suite du fait de l'absence de toute peine;

Quant aux préventions C et D :

Attendu qu'il est constant que l'entreprise du prévenu n'a occupé que trois ouvriers;

Attendu que le prévenu objecte que l'arrêté royal du 28 août 1937, sur lequel l'action est basée, est illégal, comme il est contraire aux stipulations de

l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1936 qui étend l'application de la législation relative aux congés payés aux entreprises occupant au travail moins de cinq ouvriers; que, par conséquent, l'action basée sur des arrêtés royaux illégaux ne peut être déclarée recevable;

Attendu que cette objection n'est pas fondée;

Attendu, toutefois, qu'au cours de l'examen de la loi du 8 juillet 1936 à la Chambre des Députés, notamment de l'article 1<sup>er</sup> de cette loi, le député Vaes a proposé un amendement tendant à rendre la loi applicable à toutes les entreprises, même à celles qui n'occupent qu'un seul ouvrier;

Attendu que cet amendement, qui fut d'abord déclaré irrecevable par le Président de la Chambre parce qu'il fut présenté tardivement, a été envoyé néanmoins ensuite, après l'intervention de quelques membres de la Chambre, sur proposition de M. le Président et avec l'assentiment de M. le Ministre du Travail, à la Commission de la Chambre afin d'y être examiné pendant l'intervalle entre la première et la seconde lecture de cette loi;

Attendu qu'ensuite, au cours de la discussion de la loi en seconde lecture, M. le rapporteur de la Commission de la Chambre signala que l'amendement Vaes avait été rejeté par la Commission, mais que celle-ci, dans l'intention de donner quand même satisfaction au déposant de l'amendement, proposa de modifier le texte de l'alinéa 2 de l'article 4 de la loi en ajoutant les mots « et des catégories d'entreprises » après les mots « à des branches de production »; que le rapporteur déclara que, d'après l'avis de la Commission, cette addition avait pour but de permettre au Roi, sur proposition des ministres réunis en Conseil, de rendre obligatoires les conventions conclues dans les Commissions paritaires en ce qui concerne l'application des stipulations de la loi à des entreprises ou des branches de production occupant moins de cinq ouvriers;

Attendu que le rapporteur de la Commission, en faisant cette déclaration, n'a pas émis un avis per-



sonnel; qu'il a parlé au nom de la Commission et en sa qualité de rapporteur des discussions auxquelles l'amendement Vaes avait donné lieu; que la déclaration du rapporteur a encore été soutenue au cours de la discussion par l'intervention de M. le député Marck, qui, en sa qualité de président de la Commission, affirma qu'en proposant la modification à l'article 4, alinéa 2, de la loi, la Commission envisageait l'éventuelle extension de la loi aux entreprises occupant moins de cinq ouvriers;

Attendu qu'après cette explication, la modification proposée a été adoptée et votée par la Chambre; qu'ultérieurement, le projet de loi a été voté aussi par le Sénat, tel qu'il avait été adopté par la Chambre; que si au cours de la discussion au Sénat, certains sénateurs ont regretté que l'extension de l'application de la loi à des entreprises occupant moins de cinq ouvriers n'avait pas été prévue dans le texte de la loi elle-même, il est néanmoins de fait que, notamment à la suite d'une intervention du sénateur Servais, l'alinéa 2 de l'article 4 a été adopté aussi par le Sénat en vue de rendre possible ultérieurement l'extension du bénéfice de la loi à des entreprises occupant moins de cinq ouvriers;

Attendu que par les arrêtés royaux des 28 août 1936 et 25 janvier 1937, sur proposition des ministres réunis en Conseil, conformément aux stipulations de l'article 4, alinéa 2, de la loi, des conventions conclues dans la Commission paritaire nationale du Bâtiment et des Travaux publics ont été rendus obligatoires, rendant la loi applicable à tous les employeurs de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, quel que soit le nombre des ouvriers qu'ils occupent; que ces arrêtés royaux ont, d'ailleurs, été promulgués en conformité des stipulations de la loi;

Attendu que le prévenu objecte, en outre, qu'il a agi de bonne foi, qu'il déduit l'existence de sa bonne foi exclusivement du fait qu'il n'aurait pas su que la loi s'appliquait à des entreprises occupant moins de dix ouvriers; que l'ignorance ou la fausse interprétation de la loi sont incapables de décharger le prévenu de toute responsabilité pénale;

Attendu que, en ce qui concerne la quatrième prévention, le prévenu allègue en vain que l'arrêté royal du 28 août 1936 n'est plus en vigueur actuellement; qu'il n'est pas poursuivi pour avoir transgressé en 1937 les dispositions du dit arrêté royal, mais pour avoir omis d'accorder à ses ouvriers les jours de congé en question qu'il devait leur accorder pour 1936 avant le 31 décembre de cette année en conformité de la loi du 8 juillet 1936 et des modalités d'application déterminées pour l'année 1936 par l'arrêté royal du 28 août 1936; que l'omission n'a pu être constatée qu'en 1937, les jours de congé à accorder obligatoirement pour l'année 1936 d'après les dispositions de l'arrêté royal l'ayant pu être valablement jusqu'au 31 décembre 1936;

Attendu que par conséquent, les préventions C et D sont suffisamment prouvées;

Attendu qu'il existe en faveur du prévenu des circonstances atténuantes provenant de l'absence de toutes condamnations, et que du fait de ces circonstances atténuantes, il y a seulement lieu d'infliger des peines de police;

Attendu que par conséquent, en ce qui concerne la prévention D, la poursuite est prescrite; que le

délit commis du chef de cette prévention a été accompli le 31 décembre 1936, et que plus de 6 mois se sont écoulés entre le moment où le délit a été commis et la requête de citation du Ministère public datée du 23 novembre 1937;

Par ces motifs:

Condamne D. M. à trois amendes de 10 francs pour le fait B et à trois amendes de 10 francs pour le fait C;

Déclare l'action publique prescrite en ce qui concerne le fait D;

Déboute D. M. des poursuites du chef du fait A.

— x —

## CONTRATS D'EMPLOI

### Conseil de Prud'hommes de Bruxelles (Chambre pour Employés)

1<sup>er</sup> mars 1938.

Willeman c/ Cliquet.

L'emploi des langues en matière judiciaire: A défaut d'une demande de changement de langue régulièrement introduite, la procédure doit être poursuivie dans la langue de l'exploit introductif d'instance. L'exception prévue par l'article 64, qui permet aux avocats de plaider en français dans les procès dont la procédure est néerlandaise, doit être interprétée rigoureusement et ne peut être étendue à des conclusions verbales introduisant une demande reconventionnelle.

Voyageur de commerce: Le droit à la commission pour les affaires traitées directement par la firme avec la clientèle du voyageur résulte d'une prescription générale de la loi; la preuve des exceptions à cette règle doit être faite par l'employeur.

Vu le procès-verbal de non-réconciliation en date du 6 janvier 1938;

Vu l'exploit introductif d'instance en date du 10 janvier 1938;

Attendu que le demandeur comparaissant personnellement a préféré employer dans ses dires et déclarations la langue française, que de son côté, le défendeur comparaît devant le mandataire M<sup>e</sup> Auerbach, qui déclare vouloir employer la langue française; que conformément à l'article 64 de la loi du 15 juin 1935, cela doit lui être permis, mais exclusivement pour sa plaidoirie;

Que, en effet, à défaut d'une demande de changement de langue introduite par le défendeur dans la forme prescrite par l'article 4, 2<sup>e</sup> alinéa, de la loi précitée, la procédure doit être poursuivie dans la langue de l'exploit introductif d'instance;

Attendu que la demande tend au paiement d'une somme de 336 fr. 45 à titre de commissions, mais que le demandeur ramène la demande à la somme de 294 fr. 95, le montant primitivement réclamé comprenant certain solde qu'il prétend lui être dû pour des congés payés;

Attendu que le défendeur admet que le dit montant des commissions est calculé d'après une mesure con-



venue entre parties sur certaines fournitures faites en novembre 1935 et janvier 1936 à M. Rochus Thijs, à Genck (Limbourg), mais objecte que le demandeur n'a pas droit à la commission parce que les commandes n'ont pas été reçues par le demandeur et qu'aucune clientèle ou aucune région ne lui avait été réservée;

Attendu qu'il ressort de lettres échangées entre parties en février 1935, donc avant que les commandes litigieuses eussent été passées, que le demandeur avait à travailler une propre région et une propre clientèle, mais que le défendeur s'était réservé le droit d'envoyer d'autres voyageurs dans les maisons non visitées par le demandeur ou auprès des personnes qui n'auraient plus passé au demandeur des commandes depuis plus de six mois;

Attendu qu'il ressort d'une déclaration de M. Rochus Thijs que pour les commandes litigieuses, il avait reçu la visite du demandeur, qui lui avait fait connaître ainsi la firme du défendeur; que d'après les termes de la lettre du 16 février 1935, ce client devait donc être considéré comme étant réservé au demandeur;

Que conformément à l'article 23 de la loi du 7 août 1922, les commissions réclamées sont donc dues;

Que l'on ne peut, en effet, perdre de vue que le dit article prévoit une règle générale en faveur des voyageurs de commerce chargés de visiter une clientèle déterminée; que toute exception à cette règle ne peut être admise que si l'employeur prouve d'une manière formelle que le droit du voyageur de commerce a été exclu par la convention;

Attendu que le défendeur introduit une demande reconventionnelle tendant au remboursement d'une somme de 208 fr. 40, qui aurait été payée par erreur au demandeur pour congés payés;

Attendu que cette demande n'a pas été soumise

à la conciliation préalable, et ne pouvait donc, conformément à l'article 55 de la loi du 9 juillet 1926, être introduite directement devant la chambre compétente du Conseil de Prud'hommes;

Attendu que, même si d'après une jurisprudence nouvelle et contestable, la conciliation préalable n'était réclamée que pour la demande principale, la demande reconventionnelle du défendeur serait irrecevable pour une seconde raison, parce qu'elle fut introduite par des conclusions verbales prises en langue française;

Que, en effet, conformément à l'article 37 de la loi du 15 juin 1935, les demandes incidentes sont poursuivies et jugées dans la langue employée pour la procédure de l'affaire principale;

Que l'article 64 de la même loi prescrit une interprétation rigoureuse et prévoit une exception pour les plaidoiries seulement et non pour les conclusions, même si celles-ci sont verbales (Tribunal de Commerce d'Anvers, 27 septembre 1935 — R. W. 1935, col. 119); que cette exception pourrait donc être appliquée beaucoup moins encore aux actes mentionnés dans l'article 37 précité, notamment à l'acte introductif d'une demande reconventionnelle;

Que, par conséquent, conformément à l'article 40 de la même loi, les conclusions du défendeur doivent être déclarées nulles et que pour cette raison aussi la demande reconventionnelle est irrecevable.

Pour ces motifs, le Conseil de Prud'hommes, écartant toutes conclusions plus amples ou contraires;

Vu les articles 4, 30, 37, 40 et 64 de la loi du 15 juin 1935, condamne le défendeur à payer au demandeur la somme de 292 fr. 95 pour solde de commissions, et les intérêts judiciaires, et aux dépens.

Déclare irrecevable les conclusions du défendeur tendant au remboursement d'une somme de 208 fr. 40.



DEPU  
larie  
ou  
travail.

Années  
sorption r  
1935-36 e  
tion au co  
on compte  
lés, en d  
avril 193  
que les cl  
les autres  
contre le  
tion. Le  
ment du  
est un fai  
à retenir  
socialistes  
pouvait c  
rait et qu  
meurs irr  
leur état  
tion norm  
de chôma  
Oserait  
ne va-t-o  
inévitabl  
armée de  
vail, à ch  
où une  
salarisée s  
dehors du  
d'examin